

Bilinguisme et histoire de Madagascar

Le rôle de la langue malgache dans l'enseignement, l'éducation et le développement à Madagascar a été mis en évidence dans plusieurs études, néanmoins les pouvoirs successifs n'ont jamais adopté une politique linguistique dans ce sens. Les attitudes négatives de vouloir faire "table rase" de la situation linguistique particulière de Madagascar et des acquis de notre histoire sont à la source de cette absence de politique linguistique cohérente. L'étude de la situation réelle de l'usage des langues dans l'enseignement et la vie courante doit amener à des réflexions approfondies pour asseoir un développement linguistique cohérent et un développement réel.

Bilingualism and the history of Madagascar

The part played by the Malagasy language in teaching, education and development in Madagascar has been set off in several studies. Nevertheless the successive governments have never adopted a language policy in that sense. The negative attitude deliberately ignoring the particular linguistic situation in Madagascar and its historical gains is the cause of this absence of a coherent language policy. The study of the actual situation as regards the use of languages in education and in everyday life must lead to deep reflections in order to set up a coherent linguistic development as well as a real development.

Ny fampiasana teny roa amin'ny tantaran'i Madagasikara

Betsaka ny asa fikarohana nampisongadina ny tokony ho anjaran'ny teny malagasy eo amin'ny fampianarana sy ny fanabeazana ary ny fampandrosoana. Tsy misy milutsy anefa tamin'ny fitondrana nifanesy teto nampisongadina sy nampihatra izany. Filahatsika amam-piheverana mitady hamaña ny tombon-tsoa samihafa sy ny ezaka azo teo amin'ny tantaran'ny firenena aza no huta sy re ombieny ombieny. Misy ny mitady hanadino fa misy fomba nahazana ny teny vahiny teto ary misy kosa ireo mitady hamaña ny dingana vita sy ny natao tamin'ny fanagasiana. Misy fanadihadiana tsy maintsy atao koa anefa momba ny tena fampiasana ny teny samihafa eo amin'ny sehatry ny fampianarana sy ny fanabeazana ary ny fianana andavanandro. Hahafahana mampitombina ny fampandrosoana amin'ny fampiasana ny teny eto Madagasikara izany ary hampivelatra ny firenena iray manontolo..

Bilinguisme et histoire de Madagascar

Solo Raharinjanahary

Situation de la question : attitudes de table rase du passé

Les décisions de politique linguistique à Madagascar, c'est-à-dire les décisions sur les rôles et les places que les variétés linguistiques occupent dans le pays, dépendent fondamentalement et normalement des Malgaches. Mais dans la réalité, il en est autrement. Le pouvoir et / ou les responsables respectifs à diverses époques semblent avoir été pris dans un engrenage qui ne leur a pas permis ou ne leur permet pas de réfléchir sur les impacts réels des décisions politiques par rapport à la situation linguistique de Madagascar. Il en a été ainsi même dans la période dite « dure » de malgachisation.

Et pourtant, ce n'est pas l'absence des réflexions qui pourrait justifier cette situation. La liste de colloques, séminaires, publications, études spécifiques réalisées sur la situation linguistique, la politique linguistique et les problèmes de langues à Madagascar est longue. Ces publications peuvent être internationales comme les recommandations de l'Unesco ou celles de l'Agence de la Francophonie, lors de la Conférence tenue à Antananarivo en 1996. Ces recommandations insistent sur le rôle et la place des langues nationales dans l'éducation. En ce qui concerne les publications nationales, elles ont été faites dans le cadre de Colloques (L'Académie Malgache en a organisé deux) et de Séminaires qui dans tous les cas, ont mis en évidence la place de la langue malgache dans le développement de l'élève mais aussi celui du pays en général. Particulièrement, il existe des études et/ou évaluations relatives à la situation des usages des langues malgache et française à Madagascar, notamment dans l'enseignement.

La plupart des séminaires tenus à Madagascar-non seulement sur les problèmes de langues- mais dans les divers domaines comme celui de l'environnement, de la santé...- font et refont souvent les mêmes choses qu'il y a 5, 10, 20 et même plus de 50 ans à Madagascar ; les mêmes choses sûrement mais également les mêmes grosses bêtises de l'histoire; alors que des recommandations précises ont été émises dans le cadre de ces diverses réunions.

En ce qui concerne la politique linguistique, je voudrais retenir uniquement ce qu'elles ont de commun, c'est le rôle fondamental et primordial de la langue nationale dans l'enseignement, l'éducation, la culture. Mais c'est dans l'élaboration des principes et la mise en pratique

des recommandations que le blocage se fait jour. En effet, le prétexte avancé est que « *quand on n'a pas les moyens de sa politique, il faut adopter la politique de ses moyens* ».

Des responsables de tous les niveaux ont eu connaissance des études dénonçant telles attitudes qui veulent faire table rase et recommencer ainsi toute l'histoire. Ces attitudes, toutes irresponsables, sont mêmes criminelles vis-à-vis des générations malgaches :

Je veux dire qu'il est criminel de vouloir faire table rase des acquis du français par les générations précédentes, celles de la période coloniale et des premières années de l'Indépendance, et en spolier les générations suivantes depuis 1972 par une malgachisation systématique, précipitée, non soutenue, mal coordonnée. Il en est de même de l'attitude qui s'ensuit qui consiste à vouloir dresser les langues entre elles, comme si on ne pouvait apprendre le malgache et en faire une langue d'enseignement qu'en l'opposant uniquement au français. Ce qui a entraîné la réduction systématique, voire la suppression du français en tant que matière et en tant que langue d'enseignement selon les divers niveaux de la scolarisation des élèves et des étudiants.

Mais il est tout aussi criminel de faire table rase des démarches et des recherches scientifiques de malgachisation dans les divers domaines de la vie publique aussi bien que pour les matières d'enseignement et en ignorer les impacts positifs dans l'acquisition des connaissances pour les enfants malgaches. La bibliographie sur les recherches de malgachisation mais également les commentaires sur la question témoignent des étapes franchies et celles à réaliser. Vouloir systématiquement le retour au français comme en 1990-91 était non seulement criminel mais aussi illusoire.

La politique du tout français au tout malgache et de nouveau au tout français est identique à une autre démarche qui semble vouloir ignorer les expériences du passé quelles que soient les formes du bilinguisme de l'époque sans en tirer des leçons. Le programme proposé dans les divers niveaux de décisions semble tendre vers cette démarche sans tenir compte de toutes ces études et recommandations. Dans les études récentes, les aspects positifs de l'usage du malgache comme langue d'enseignement, notamment dans tout le primaire n'ont pas toujours été mis en évidence : ils sont exposés en filigrane par rapport au français.

Pourtant les résultats des évaluations ont montré que le problème fondamental dans le primaire est l'usage du français comme langue d'enseignement. Parmi ces études, le Rapport Crahay (1992) a été « mis sous scellé » par les autorités ministérielles de la première période de la 3^{ème} République pour avoir dévoilé pour la première fois à Madagascar les aspects de ce qu'on appelle « bilinguisme additif et le bilinguisme

soustractif ». Ce rapport demandé par La Banque Mondiale pour asseoir une politique linguistique de retour au français a démontré la situation inverse. En effet, le bilinguisme additif profite toujours aux élèves déjà favorisés par l'usage avantageux du français dans la famille, le milieu, la région..., alors que l'instauration systématique d'un bilinguisme officiel basé sur le français comme langue d'enseignement est soustractif par rapport aux élèves des zones défavorisées (rurales et urbaines pauvres) et ne fera que creuser l'écart entre ces élèves.

Une autre étude postérieure à celle-ci (1995), celle de Rémi Clignet et Bernard Ernst, est encore plus incisive en démontrant les « catastrophes » de l'usage du français comme langue d'enseignement dans le primaire.

Dans d'autres contextes, on pense justifier l'usage du français comme langue d'enseignement dans les résultats plutôt positifs des élèves en arithmétique ou en mathématiques en fin du primaire. On relève pourtant avec moins de critique l'échec de l'usage du français dans les autres matières dites scientifiques comme les connaissances usuelles, la géographie, l'histoire des pays autres que Madagascar. Les explications évidentes, à part la réflexion classique que « *les élèves malgaches sont généralement forts en math* », relèvent de la part du français dans ces matières. L'analyse de Dominique Dumont (1993) sur la question est claire en faisant référence au langage symbolique qui permet aux élèves malgaches de comprendre les problèmes sans qu'ils aient besoin de tout expliquer en français. Par contre, en histoire-géographie, en connaissances usuelles ..., le français est non seulement l'énoncé du sujet (le symbole si on veut) mais également, l'explication, l'analyse et la réflexion, alors qu'en calcul ou en arithmétique, il est seulement l'énoncé.

Situation linguistique particulière de Madagascar et acquis de l'histoire

L'argument soulevé par les tenants du « tout en français » est celui de la diglossie entre les dialectes malgaches et le malgache standard écrit. « *Si on doit encore apprendre tout par une autre langue – dont le malgache standard assimilé parfois au merina –, autant apprendre les sciences par le français dès les premières années* ». Ce genre d'attitudes ne tient pas compte des arguments scientifiques tels qu'ils sont présentés ci-dessus. Elles méritent plutôt d'avoir de réponses politiques claires parce qu'elles sont illustrées par les applaudissements des participants au Forum National en 1992 lors de l'annonce du retour au français comme langue d'enseignement. Elles se cristallisent également dans les frustrations d'une large majorité de la population qui se trouve exclue du

marché du travail qui exige le français comme critère de recrutement. Le clivage actuel entre les usagers du français et les exclus du français est tel qu'on pense pouvoir rattraper l'écart en faisant tout en français dès les premières années du primaire alors qu'il en est autrement.

L'attitude de la population accablée aux réalités de la faiblesse des résultats de leurs enfants, l'amène aussi à vouloir faire une autre forme de table rase du passé, de l'histoire, des acquis de sa culture.

On oublie que Madagascar est un des rares pays non seulement du groupe de pays africains, mais également des pays du Tiers-Monde, ayant une situation linguistique particulière. Cette situation est remarquable par l'existence d'une intercompréhension à travers une unité linguistique avec un continuum des dialectes et parlers mais également par une tradition historique d'écriture. Cette écriture a permis la transcription des traditions historiques et de la littérature orale des diverses régions de Madagascar mais également le développement d'une littérature écrite florissante selon les époques.

Des manuels rédigés en malgache ont été édités vers la fin du 19^{ème} siècle dans la plupart des disciplines (astronomie, médecine, géométrie comme la théorie d'Euclide, ...). La période coloniale, curieusement et contrairement à ce qu'on a l'habitude de le dire est la plus productive de notre histoire littéraire malgache. Pourquoi nos pères et grands-pères ont-ils été plus bilingues que nous ? Ils maîtrisaient aussi bien le malgache que le français. Ce sont les Rabearivelo, les Ralibera Albert, les Rabemamanjara, les Flavien Ranaivo... Les « difficultés des Malgaches en français » ont été répertoriées selon les époques par le Père Dubois dans la période coloniale et l'ILA (Institut de Linguistique Appliquée de l'Université d'Antananarivo), dans ses programmes de recherches, a montré les aspects normatifs des problèmes du Malgache utilisant le français. Actuellement, au moment où nous écrivons, sans faire un état de lieu des acquis du passé, on pense vouloir et pouvoir tout refaire mais certainement en moins bien car on va y ajouter les mêmes erreurs déjà identifiées et les complexes historiques de la période post-coloniale. Les meilleurs manuels bilingues et mêmes monolingues ont été produits dans la période des R. Carle, *Joies et travaux de l'Ile heureuse*, des méthodes Gerbinis, Prosper Rajaobelina *Le malgache en 40 leçons*... On pourrait nous reprocher de vouloir valoriser le passé, notamment le passé colonial où le malgache n'avait pas la place qu'il aurait dû avoir. Mais il n'est pas question ici de comparer les situations incomparables de colonialisme, de post-colonialisme ou d'indépendance ou de mondialisation, mais d'en tirer les « leçons de l'histoire ».

Mettre le « tout en français » en pratique et cantonner seulement le malgache en tant que matière d'enseignement (à enseigner) est une forme de table rase de ces acquis de l'histoire. Si pendant la période

coloniale, le malgache n'était même pas au programme et n'y figurait plus tard que comme deuxième langue, il est aberrant au 21^{ème} siècle de ne pas tenir compte des gains de l'histoire. L'enseignement bilingue, quel que soit son niveau d'introduction, doit se baser sur le malgache dans toutes ses formes pour valoriser ces acquis de l'histoire par des décisions de politique linguistique cohérentes.

Des décisions de politique linguistique à court terme, et de transition, figurent parmi ces décisions. Elles doivent pouvoir relativiser, nuancer les situations réelles des niveaux d'usage des variétés linguistiques dans la promotion des élèves dans les diverses disciplines. Les situations d'usages des variétés linguistiques dans les milieux scolaires n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation ou d'une analyse globale. Une recherche sur le bilinguisme passe par l'étude de ces usages pour savoir comment sont enseignées toutes les matières y compris le malgache.

Situation des langues d'enseignement dans le secondaire

Le début d'une étude récente menée par des enseignants-chercheurs de l'Ecole Normale Supérieure, Judith Razafimbelo et Célestin Razafimbelo (2004), a mis en évidence les pratiques réelles des classes en matière de langue d'enseignement. La pratique de ce qu'ils appellent *franc-gasy* dans presque la totalité des cours aussi bien en milieu rural qu'urbain caractérise la situation de l'usage des langues d'enseignement à Madagascar. Repris et utilisé par les instances de la coopération française pour traduire le *vary amin'anana* « lit. Riz aux brèdes, pour dire le malgache mélangé avec le français » le terme *franc-gasy* me semble impropre et ne rend pas compte de la situation réelle des usages linguistiques. En effet, dans *franc-gasy* il semble qu'on veuille faire comprendre que la base des usages est le français, mais qu'il est accessoirement dit en malgache. Ce qui semble être vrai, car le lexique « scientifique » en général est pris à partir du français, mais en fait la phrase (structure prédicative et la morphologie ou la grammaire) est en malgache. Dans la réalité, si les élèves comprennent ce que disent les enseignants dans cette forme de discours, c'est parce qu'ils y identifient un discours malgache.

Certains craignent, dans cette situation, un appauvrissement de la langue malgache ; d'autres y voient la paresse intellectuelle des enseignants qui prétextent la pauvreté de la langue malgache pour y recourir de façon systématique. On parle même de créolisation de la langue malgache. Des chercheurs y voient pourtant la voie originale à approfondir. Il faudrait au préalable en dégager, d'une part les aspects laxistes et, d'autre part, les aspects puristes qui se manifestent dans ces

contextes. De fait, les élèves malgaches, tout comme leurs enseignants, s'y retrouvent et arrivent à s'entendre, à se comprendre et même à discuter. L'usage important du malgache, de leur point de vue, favorise la communication, (car en fait il s'agit de communication linguistique). Sans vouloir revenir aux fonctions du langage de Jakobson, il nous faut reconnaître que le message (scientifique ou non) passe, les interlocuteurs se comprennent et peuvent s'interpeller dans un code commun.

Cette étude devrait pouvoir couvrir tous les milieux scolaires et pour toutes les matières et doit pouvoir amener à des réflexions approfondies sur les décisions des langues d'enseignement à Madagascar.

Questionnements face à la dévalorisation du malgache

La question principale est la suivante : que voulons-nous faire de notre langue, de notre culture et de notre histoire ?

De fait, de par les attitudes des élites et des responsables, nous cantonnons le malgache dans les usages rituels, les discours circonstanciels, dans ce qu'on appellerait les « usages du cœur » (*olon'ny fo ny Malagasy*)..., mais jamais dans les domaines scientifiques. Ce qui exclurait le malgache de l'universalité.

Les attitudes et comportements de nous Malgaches - et je souligne le nous - face à notre langue et à nos cultures et civilisations et histoires sont tout à fait caractéristiques. Ils sont indicatifs d'un auto-dénigrement. On s'étonne (nous nous étonnons) par exemple, qu'un étranger parle le malgache, alors que le Malgache est obligé de parler français dans divers contextes. *Ary na mahay miteny gasy ianao? Oay, mahay miteny gasy ilay Vazaha* « Mais comment savez-vous parler malgache ? Mais il parle malgache le Vazaha !!! »

Alors qu'on ne s'étonne pas qu'on puisse parler le français, c'est plutôt le contraire plutôt qui surprend : qu'un Malgache puisse ne pas parler le français. S'étonne-t-on en France qu'un étranger parle le français ? Mais est-ce qu'on s'étonne en France qu'un étranger parle le français ?

Par ailleurs, cette attitude de dévalorisation de la langue malgache se manifeste dans la plupart des domaines où, par exemple, des personnes de diverses nationalités sont présentes: on a l'habitude de s'excuser de parler malgache, alors qu'on n'entend pratiquement jamais un étranger s'excuser de ne parler que dans sa langue.

Pourquoi cela? Parce que nous nous disons que le malgache ne mérite pas d'être connu et parlé par autrui. C'est sûrement le résultat d'un passé colonial et des rapports diglossiques actuels. En effet, il faut remarquer que dans le passé colonial ou plus récemment dans la période de la Première République, un étranger parlant malgache ne provoquait

pas toujours ce genre de réaction signalée plus haut. Pareille attitude est récente et caractéristique de la réduction du « patriotisme ». Je mets entre parenthèses, parce que nous nous disons tous patriotes, mais nous ne savons pas dans quel cadre manifester ce patriotisme. Nous ne sommes pas (encore) menacés de recolonisation territoriale effective, nous ne sommes pas sous domination politique évidente quelconque. Seulement, les conditions économiques et culturelles actuelles des instances internationales sont peut-être comparables ou même pires que celles vécues pendant la période coloniale. Si nos aînés ont su, culturellement, manifester ce « patriotisme » et en même temps lutter sur le plan politique, en avons-nous hérité actuellement afin que nous puissions affronter la globalisation/mondialisation et trouver la voie du développement linguistique adéquat ? On constate plutôt un recul des productions culturelles nationales et une réduction de l'usage de la langue nationale.

Autre questionnement, quelle place voulons-nous attribuer aux langues étrangères dans notre pays ? Du fait de notre passé colonial, le français reste la première langue étrangère pratiquée dans la plupart des domaines. Mais dans le contexte actuel de globalisation, nous participons également aux problèmes des rapports de concurrence/compétence que vit le français par rapport à l'anglais.

L'absence des moyens et la mauvaise organisation ne peuvent plus servir d'alibis pour masquer l'absence d'une volonté politique de la démarche de malgachisation. Nous cesserons d'être irresponsables quand nous ne laisserons pas les autres décider à notre place et quand nous commencerons par trouver les voies et moyens de notre développement linguistique équilibré.

Nous avons besoin de signes forts pour montrer que la démarche d'un réel bilinguisme s'inscrive dans un cadre cohérent conscient des réalités linguistiques du pays :

- afin « qu'on arrête le massacre dans nos EPP », selon M. Guy Belleoncle (2004).

- afin qu'on valorise nos acquis (non pas rabaisser les compétences déjà acquises par une certaine partie de la population en bilinguisme), et qu'on puisse faire accéder une grande majorité dans ce programme de bilinguisme.

Un réel bilinguisme est soutenu par des attitudes d'ouverture réciproque, des Français «coopérants», investisseurs de Madagascar pensent qu'il n'est pas besoin d'apprendre le malgache, contrairement à leurs aînés (de la période coloniale...) qui eux ont appris la langue. Ils pensent qu'un minimum suffit parce qu'ils trouvent toujours quelqu'un qui comprend le français. Les autres nationalités présentes à Madagascar apprennent rapidement le malgache parce qu'ils ne veulent pas passer par

le français pour parler aux Malgaches. La population malgache a dressé une typologie de ces Vazaha qui parlent malgache : ou bien, ils sont missionnaires, ou ensuite ils sont Américains ou Anglais ou autres mais non pas Français ou enfin s'ils sont Français c'est qu'ils ont des attaches particulières avec les Malgaches (marié(e)s ou plutôt « engangé(e)s »).

Bilinguisme cohérent

Le programme de bilinguisme doit développer les compétences des locuteurs dans les deux langues en présence. Il ne consiste pas dans le renforcement unilatéral du français ou du malgache comme on projette de le faire généralement. En réalité, le niveau des enseignants et des élèves et des étudiants dans la maîtrise de ces langues mérite un réel effort de mise à niveau en tant que matière. Mais on ne dirait jamais assez que l'acquisition des connaissances/compétences passe par la maîtrise de la langue nationale. Une langue étrangère est conditionnée par la maîtrise de la langue maternelle (nationale)...Les compétences ainsi confirmées renforceront les aptitudes au bilinguisme. Et il ne s'agit pas seulement des matières de classes mais des domaines divers où les deux langues sont en contact. Nous citerons comme exemple flagrant, une émission culturelle dans une station télévisée. Les responsables de l'émission ont commencé par inviter les jeunes (entre 15 et 20/25 ans) pour discuter en français sur des thèmes qui les intéressent : tels que l'avortement, les relations entre parents et enfants, le développement et la culture, la mode et la musique, la mondialisation... Ils ont choisi au départ des élèves des collèges d'expression française. Mais même dans ces conditions, les jeunes ont eu des difficultés à exprimer leurs idées en français, si bien que l'intérêt des thèmes a été éclipsé par l'observation des fautes de français des participants. Par la suite, les responsables ont décidé de changer l'émission en malgache. Et cette fois-ci, même si les participants parlent mal le malgache ou s'expriment beaucoup plus en *variaminanana*, les téléspectateurs ne guettent plus les fautes des expressions et les maladresses des jeunes et se focalisent davantage sur les thèmes. Cette situation est due à la vision de la langue française à Madagascar, et le comportement des Malgaches face aux fautes de français.

Le complexe du français, bénéficiant des avantages historiques est peut-être aussi un handicap qui le rend victime d'un rejet dans le subconscient malgache. La pédagogie des langues étrangères - et le français en est une - doit être bien définie à partir de la langue malgache. La méthode d'enseignement du français en tant que langue étrangère mérite une attention particulière car l'on peut se demander pour quelle

raison d'autres langues s'apprennent bien plus vite et bien mieux dans des situations scolaires presque identiques. Des études et publications sur la question ont été proposées dans les instances les plus diverses depuis des années par Irène Rabenoro, Suzy Rajaonarivo (1998) et Louis Paul Randriamarolaza (1999).

Il doit être évident aussi bien pour les Malgaches que les non Malgaches que la langue, la culture, l'histoire, les sciences et techniques selon les divers niveaux passent d'abord par l'usage du malgache dans ces domaines et la mise à disposition de la population des ouvrages malgaches et bilingues comme la grammaire contrastive, la traduction appliquée. Les chiffres éloquentes sur l'usage très restreint du français à Madagascar publiés par RANDRIAMAROLAZA (1996) doivent amener à des réflexions sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour le développement des langues à Madagascar, celui de la langue malgache d'abord comme étant le moyen de communication primordial dans la totalité des sociétés malgaches, le bilinguisme avec le français ensuite sur la base des acquis historiques et des ancrages scientifiques, mais également vers l'anglais, comme l'ouverture incontournable actuellement vers la mondialisation.

BIBLIOGRAPHIE

- Académie Malgache, 1992, Colloque sur « Le langage, premier outil de/du développement », 6- 13 juillet.
- Académie Malgache, 2002, Colloque sur « *Centenaire de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences de Madagascar*, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 20 avril 2003 Paris, 77 p.
- Haut Conseil de la Francophonie in *Afrique contemporaine*, n°190, 2^{ème} trimestre 1999, pp. 81 – 86.
- AUPELF – UREF (Agence Francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche), 1996, *Multilinguisme et interculturalité*, Séminaire Régional pour l'Océan Indien « L'enseignement du et en français : une stratégie du multilinguisme », Antananarivo, 9-12 décembre 1996
- BELLONCLE, G., Sept priorités pour développer de Madagascar Edition Foi et Justice, Antananarivo, Mars 2004, 196 p
- BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) *Haivolana*. Fanovozan-kevitra momba ny teny malagasy ambaratonga voalohany sy faharoa. N° 1. Tananarive : Impr. Nationale, 1974, 55 p.
- BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) *Haisoratra. Tara-kevitra : fanjanahan-tany*. Fanovozan-kevitra momba ny teny

- malagasy ho an'ny fampianarana ambaratonga faharoa dingana faharoa. N° 2 (1974) Antananarivo : Impr. Nationale, 1974, 55 p.
- BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) 1. *Malagasy*. 2. *Frantsay*. 3. *Tantara sy Jeogirafia ary fitaizana ho isam-bahoaka*. 4. *Kajy (Fanitsiana ny fanovozan-kevitra 11)*. Fanovozan-kevitra ambaratonga voalohany. N° 35-36, Tananarive : Société Nouv. de l'Impr. Centrale, 1974, pag. mult.
- BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP)
Malagasy iombonana. Fitenim-paritany. Amboara 1. Fanovozan-kevitra n° 37. Direction de l'enseignement secondaire. Tananarive : Impr. Nationale, 1975, 74 p.
- BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) *Haisoratra sy Fiaraha-monina. Tononkalom-pitolomana*. Fanovozan-kevitra N° 38. *Malagasy*. Amboara 3, Tananarive : Société Nouv. de l'Impr. Centrale, 1975, 123 p.
- [BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) | FOIBE FANDRINDRANA SY FITRANDRAHANA NY FANDAHARAM-PIANARANA *Fandaharam-pianarana ambaratonga faharoa*. Antananarivo : Impr. Nationale, 1976, 252 p.
- [BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) | FOIBE FANDRINDRANA SY FITRANDRAHANA NY FANDAHARAM-PIANARANA *Fitenim-paritany. Amboara 2*. Tananarive : Impr. d'Ouvr. Educatifs, 1976, 262 p.
- [BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) | FOIBE FANDRINDRANA SY FITRANDRAHANA NY FANDAHARAM-PIANARANA *Kajy. Kilasy faha 6 Ambaratonga faharoa. Kilasy fanombohana fianarana asa*. Tananarive : Société Nouvelle de l'Imprimerie Centrale, 1976, 416 p.
- [BUREAU D'ETUDES DES PROGRAMMES (BEP-OTEP) | SERVICE DE LA LOGISTIQUE PEDAGOGIQUE *Voambolaña malagasy-malagasy (frantsay). Lexique malagasy-malagasy (français)*. [Antananarivo] : CNAPMAD, 1986, 235 p. (Republika Demokratika Malagasy. Ministère de l'Enseignement secondaire et de l'Education de base. Direction de la Planification et de l'Orientation de l'Enseignement. Service de la Logistique Pédagogique.)
- CLIGNET, R., ERNST, B., 1995, *L'école à Madagascar, Evaluation de la qualité de l'enseignement publique*, Karthala, 222 p
- CRAHAY, M., 1992, Rapport d'expert de la Banque Mondiale, « *Comment accroître la qualité du système éducatif malgache ? Le point de vue d'un observateur extérieur*, 21 p.
- DUBOIS, le R. P. H. M., 1930., *Difficultés ordinaires des Malgaches dans l'étude du français, ou Carnet d'un vieux professeur...* Troisième édition. Fianarantsoa : Impr. de la Mission Catholique, 141 p.

- DUMONT, D., 1993, *La Place de la langue maternelle dans l'enseignement à travers le monde : l'exemple des mathématiques et de Madagascar*, Strasbourg : Publications de l'I.R.E.M., 34 p., bibl., annexes.
- DUMONT, D., 1994-1995, *Quelle politique linguistique, et quelle coexistence entre le malgache et le français ?* Texte des interventions publiques sur la question linguistique faites à Antananarivo, Madagascar, S.l.n.d., 39 p.
- Malagasy iombonana, Fitenim-paritany, Amboara I*, Fanovozan-kevitra n° 37, Direction de l'enseignement secondaire, Tananarive : Impr. Nationale, 1975, 74 p.
- RABENORO, I., et RAJAONARIVO, S., *Mots / Les langages du politique*, n°52 (numéro intitulé « Politiques linguistiques »), Septembre 1997, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p.105-119. Les parties dactylographiées ici en petits caractères (Times 10) n'apparaissent pas dans *Mots*.
- RANDRIAMAROLAZA, L. P., *Le français dans le système éducatif malgache : pierre d'achoppement d'une politique linguistique nationale implicite ?*, Séminaire régional pour l'Océan Indien « L'enseignement du et en français : une stratégie du multilinguisme », AUPELF-UREF (Agence Francophone pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche), Antananarivo 9-10 Décembre 1996, 8 p.
- RAZAFIMBELO, C., et RAZAFIMBELO, J., 2004, *Impact de la langue d'enseignement sur l'enseignement – Apprentissage*, Journées de la Recherche du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- SOLO RAHARINJANAHARY, 1994, « Le Langage et les besoins du développement », *Deux mondes en présence*, Antananarivo, Office du Livre Malgache, pp